



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr.  
GÉNÉRALE

E / CN.14/565  
E / CN.14/CAP.4/7  
1 septembre 1972

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Conférence des planificateurs africains  
Quatrième session  
Addis-Abéba, 4-13 octobre 1972

EXAMEN ET ÉVALUATION DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA MISE EN ŒUVRE  
DE LA STRATÉGIE INTERNATIONALE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA STRATÉGIE  
DE L'AFRIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURANT LES ANNÉES 1970

NOTE DU SECRETARIAT

## INTRODUCTION

1. L'opération d'examen et d'évaluation constitue un élément important des efforts en faveur du développement qui seront entrepris au cours des années 70. Cet exercice est jugé nécessaire parce que, eu égard au caractère dynamique du processus de développement durant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, il faudra "faire et organiser des évaluations régulières et opportunes afin de pouvoir porter des jugements aussi prompts et aussi exacts que possible sur les résultats effectifs des politiques et des programmes, ainsi que, le cas échéant, sur les priorités et les objectifs" 1/. Par ailleurs, cet exercice doit être entrepris aux niveaux national, régional, sectoriel (fonctionnel) et mondial, afin de recueillir des opinions aussi variées que possible.

2. Il est dans la nature des choses qu'un tel exercice d'examen et d'évaluation à plusieurs niveaux exige l'adoption de définitions et de concepts communs ainsi que, préalablement, l'établissement d'objectifs et de politiques bien conçus, si l'on veut éviter que des malentendus se produisent pendant la période d'examen et d'évaluation. Or, bien que certaines indications sur les objectifs et politiques souhaitables figurent dans les deux stratégies, on a laissé aux institutions techniques compétentes et aux pays le soin de résoudre les problèmes que posent le choix des concepts et des définitions, l'organisation rationnelle des éléments de l'examen et de l'évaluation et la mise en place du mécanisme nécessaire pour entreprendre cet exercice aux différents niveaux. Dans le présent document on se propose d'indiquer certains documents qui se réfèrent à ce problème et de formuler des propositions concernant le mécanisme d'examen et d'évaluation qu'il faut créer en Afrique aux niveaux national, multi-national et régional ainsi qu'à l'échelon des organisations.

3. En outre, il convient d'examiner la notion de développement qui sous-tend les stratégies établies pour la deuxième Décennie du développement parce que "les opérations effectuées par les chercheurs pour chiffrer une notion sont souvent considérées comme représentant la définition concrète de cette notion, c'est-à-dire comme étant "sa définition opérationnelle" 2/.

En fait, cette discussion revêt une très grande importance eu égard à la longueur de la liste des indicateurs suggérés 3/, et à la grande place faite aux indicateurs sociaux.

---

1/ Vers un développement accéléré - propositions pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, rapport du Comité de la planification du développement, Nations Unies, New York, 1970, p. 47.

2/ Revue internationale du développement social, N° 2, Nations Unies, 1971, p. 3.

3/ Voir "Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement : un système d'examen et d'évaluation de l'ensemble des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement (E/5040)", Annexe statistique.

4. Le présent document est donc divisé en les sections suivantes : i) La notion de développement dans le cadre de la deuxième Décennie du développement, ii) Les conséquences en matière de planification et d'information statistique, iii) Comment mesurer les progrès accomplis, iv) Le mécanisme à créer en Afrique pour l'examen et l'évaluation aux niveaux national, multinational et régional ainsi qu'à l'échelon des organisations.

#### LA NOTION DE DEVELOPPEMENT DANS LE CADRE DE LA DEUXIEME DECENNIE DU DEVELOPPEMENT

5. La meilleure définition de la notion de développement qui sous-tend les actions proposées dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement est donnée dans les trois documents suivants : rapport de la Réunion d'experts en matière de politique et de planification sociale tenue à Stockholm en 1969, rapport du Comité de la planification du développement sur ses différentes sessions, particulièrement la sixième, et Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70. On présentera cette notion pour la clarté de l'exposé, à l'aide de citations directement empruntées à ces documents.

6. Du 1er au 10 septembre 1969, une réunion d'experts a siégé à Stockholm (Suède) pour "continuer à éclaircir le rôle des facteurs sociaux dans le développement, en vue de leur assurer une place appropriée dans le cadre des programmes et des plans de développement et d'étudier les méthodes permettant de le faire efficacement" 1/.

7. Après avoir fait remarquer que certains aspects du développement avaient été négligés dans le passé, à savoir tout ce qui avait trait aux différences de revenu et de niveau de vie (entre classes, régions, secteurs, groupes d'âges, villes et campagne), au développement humain (santé, enseignement, enfance) et à la consommation (nutrition, logement, services sociaux) ainsi que les problèmes de la stratification sociale et du grave sous-emploi de la main-d'oeuvre, le groupe a jugé qu'il était temps d'intégrer l'optique purement économique d'analyse et de planification du développement à une optique sociale différente en nature et qui conviendrait mieux aux problèmes des pays en voie de développement durant les années 70. En particulier le groupe a estimé que "pour aborder sérieusement la planification du développement, il faut tenir compte de la structure dualiste de nombreuses sociétés en voie de développement - dualisme inhérent aux différences entre les secteurs moderne et traditionnel et à l'intérieur même de ces secteurs, et aux différences entre ceux qui participent au développement et ceux qui sont distancés ou laissés de côté" 2/.

1/ Politique et planification sociale dans le développement national - Rapport de la Réunion d'experts en matière de politique et de planification sociale tenue à Stockholm du 1er au 10 septembre 1969 (E/CN.5/445), p. 4.

2/ Ibid, page 8.

8. Il a donc été recommandé que l'on utilise cette idée de dualisme en tant qu'elle permettait, mieux que les modèles de croissance agrégés, de comprendre les problèmes sociaux et les aspects sociaux du développement. De même le fait que le développement laisse subsister, voire engendre à sa manière, de grandes poches de misères, de stagnation et de marginalisme, et qui sont même tenues à l'écart du progrès économique et social, est trop évident et trop grave pour être négligé. Il s'ensuit que "ce problème doit recevoir une place de choix dans l'analyse et les méthodes (de planification du développement) et non s'y insinuer par le biais de la modification des méthodes, par une simplification, souvent fallacieuse des agrégats et des moyennes par pays" 1/.

9. Finalement, le groupe a considéré que le dualisme issu de la présence, tant dans les villes qu'à la campagne, d'un chômage grave et grandissant, constituait le problème central de la deuxième Décennie du développement. Deux questions fondamentales à cet égard étaient d'une part, celle de la croissance démographique et, d'autre part, celle qui tenait au défaut actuel de techniques modernes à forte incorporation de main-d'oeuvre. "D'une manière plus générale, l'absence de mécanisme de rétroaction satisfaisant ou même simplement positif entre l'agriculture et l'industrie, les techniques modernes et les techniques traditionnelles, la ville et la campagne, les régions en avance et les régions en retard et entre les groupes à revenu élevé et les groupes à faible revenu, continue à brider le développement des pays pauvres et à empêcher leur intégration nationale. Les questions de structure sociale et d'institutions sociales sont un important facteur de l'absence d'une telle rétroaction et, à côté du cadre dualiste, cette notion de rétroaction constitue un autre outil d'analyse et de planification dont on recommande désormais l'utilisation" 2/.

10. Le Comité de la planification du développement est parvenu à des conclusions identiques à la sixième session tenue à New York du 5 au 15 janvier 1970 3/. Le Comité a en particulier formulé la conclusion suivante. "On ne saurait trop souligner que pour les pays en voie de développement, le développement ne représente pas seulement une augmentation de leur capacité de production mais des transformations importantes de leur structure économique et sociale. Leur économie est caractérisée par la dualité qui fait que les progrès technique et économique ont souvent pour effet d'accentuer le contraste entre leurs secteurs modernes et ceux qui sont en retard et d'accroître les disparités sociales et économiques. Leurs structures sociales présentent des inégalités et un élément de rigidité imputables aux régimes fonciers, aux hiérarchies administratives, aux systèmes d'enseignement et au fait que les possibilités de s'instruire sont restreintes, à des forces extérieures et à diverses pratiques et coutumes traditionnelles. Dans ces conditions, une augmentation de la production ou du revenu ne constitue que l'un des indicateurs du développement. Elle doit s'accompagner d'autres indicateurs qui fassent mieux ressortir les autres aspects du développement. Or, du fait de l'absence de certains de ces autres indicateurs, un certain nombre d'objectifs fondamentaux ne peuvent être formulés qu'en termes qualitatifs.

---

1/ Ibid, page 9.

2/ Ibid, page 9.

3/ Vers un développement accéléré - Ibid.

11. Il ne s'agit pas seulement de savoir comment évaluer les progrès accomplis jusqu'ici dans les pays en voie de développement et comment fixer les objectifs pour l'avenir. La question qui se pose est celle de l'optique globale du développement lui-même eu égard aux pays en voie de développement. S'il est évident que ces pays doivent atteindre un taux élevé de croissance en matière de production et de revenu afin de supprimer la misère générale, d'ouvrir partout de meilleurs débouchés et de financer certaines mesures sociales, il faut envisager le processus du développement en songeant à des réformes de structure fondamentales et en s'inspirant autant des notions et des méthodes relevant des sciences sociales que de celles qui sont généralement appliquées pour l'analyse économique et l'élaboration des politiques économiques. En fait, c'est pour cette raison que la distinction souvent établie entre objectifs économiques et objectifs sociaux n'a dans bien des cas guère de sens" 1/.

12. Dans la Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70 on se réfère également aux structures hétérogènes qui constituent l'une des caractéristiques dominantes des économies africaines. En particulier, on y mentionne trois sous-systèmes quasiment autonomes au sein des économies africaines, à savoir un vaste secteur non monétisé où la principale activité est l'agriculture de subsistance caractérisée par une faible productivité, un étroit secteur autochtone monétisé qui comprend les entreprises publiques, les entreprises autochtones non constituées en sociétés et les nationaux travaillant dans l'enclave constituée par les sociétés étrangères et la petite enclave étrangère qui malgré son dynamisme a des liens peu structurés avec le reste de l'économie, le comportement des entreprises appartenant à l'enclave et de leurs employés étrangers étant directement orienté vers l'extérieur. Selon la stratégie, il s'agit là d'un problème particulier, parce que cette hétérogénéité des structures économiques est contraire à l'idée de "développement" et freine l'évolution économique de ces pays.

13. De là, la nécessité pour toute planification réaliste d'utiliser un modèle de ce genre comme point de départ pour l'action et de prendre pour objet l'intégration de ces sous-secteurs presque autonomes en une économie nationale qui puisse se développer ensuite par ses propres moyens. Cette intégration "présente des aspects physiques, structureaux, économiques et socio-psychologiques, et exige un programme effectivement coordonné, portant sur l'aménagement régional, le développement rural intégré, la réforme des administrations locales, les politiques du revenu, les transports et les communications, le bâtiment et les travaux publics" 2/. Elle nécessite aussi que l'on s'intéresse à la diversification de la production, à la composition et à l'orientation des échanges ainsi qu'à la possibilité d'appliquer des progrès scientifiques et techniques réalisés dans les pays développés aux problèmes qui se posent aux pays africains, et en particulier, aux problèmes touchant la transformation des structures socio-économiques en Afrique.

---

1/ Vers un développement accéléré, p. 6 et 7.

2/ Commission économique pour l'Afrique - Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70, RES 218(X).

14. Selon cette conception du développement on insiste sur l'interdépendance des facteurs sociaux et des facteurs économiques et attache une grande importance aux éléments sociaux, "le processus de développement économique et social concernant le niveau de vie de la population et les changements de la capacité productive des institutions et des pays" 1/. "Les phénomènes économiques sont en fait des phénomènes sociaux : sociaux par nature ils sont conditionnés socialement et ont des conséquences sociales, de sorte que toute planification du développement qui se bornerait aux interactions économiques et négligerait les conditions et les répercussions sociales ne peut que fourvoyer ....." 2/.

15. Pour se rendre compte de l'importance que revêt la liste des indicateurs suggérés, il faut la situer dans le contexte de cette notion de développement. De même, on comprend aisément de quelle façon on doit regrouper ces indicateurs en vue des travaux d'analyse, si l'on se réfère à l'activité d'un organisme tel que l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (Genève), particulièrement en ce qui concerne les éléments et la mesure du développement socio-économique 3/. Les études entreprises par Irma Adelman et Cynthia Taft Morris 4/ se rapportent elles aussi à ce sujet. L'optique adoptée dans l'Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970, qui est exposée ci-après, présente elle aussi de l'intérêt. En fait, ces idées sont à l'origine d'expressions telles que "conception intégrée de la transformation socio-économique des économies africaines" ou "conception unifiée de l'analyse et de la planification du développement".

1/ Vers un développement accéléré ....., p. 47.

2/ Rapport de la Réunion d'experts ....., p. 6.

3/ Voir "Contents and Measurement of Socio-Economic Development" - Etude statistique du développement social entreprises par l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (Rapport n°.70.10), Genève, 1970.

"Studies in the Measurement of Levels of Living and Welfare" par Jan Drewnowski, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (Rapport n°.70.3), Genève, 1970.

4/ Irma Adelman et Cynthia Taft Morris, Society, Politics and Economic Development - A Quantitative Approach, the Johns Hopkins Press, Baltimore.

16. Bien que ces conceptions demandent encore à être précisées et confirmées, on peut penser que les efforts de cet ordre s'exercent dans la bonne direction. Aussi, tout exercice sérieux d'examen et d'évaluation des progrès accomplis au cours de la deuxième Décennie du développement doit-il être fondé en particulier sur un critère, à savoir l'aptitude à tenir compte des interactions entre objectifs sociaux et objectifs économiques dans l'élaboration du plan. Il faudra abandonner la pratique utilisée par le passé qui consistait à considérer les éléments sociaux comme une fin en soi. Ces éléments peuvent être à la fois fin et moyen et il faut examiner les liens particuliers existant entre eux, y compris les éventuels mécanismes de rétroaction.

17. Or, cela ne signifie pas que l'on ait découvert un modèle universellement acceptable qui comprenne tous les aspects pertinents et les situe dans leurs rapports respectifs. Il s'agit uniquement de rappeler qu'il faut tenir compte de ces aspects dans un modèle de planification réaliste et qu'il convient donc de consacrer des ressources à la mise au point et au perfectionnement d'un tel modèle. L'établissement d'un modèle de ce genre nécessite la coopération et la recherche de tous ceux qui participent au processus de développement sur le plan international et, en particulier, au niveau national, "auquel les buts sont arrêtés, les politiques formulées et les mesures appliquées".

CONSEQUENCES EN MATIERE DE PLANIFICATION  
ET D'INFORMATION STATISTIQUE

18. Les principaux éléments des stratégies de développement et partant de l'exercice d'examen et d'évaluation ont des conséquences importantes en matière d'opérations de planification, de formation des planificateurs et d'information statistique.

Conséquences en matière d'opérations de planification

19. Si la vaste notion de développement sur laquelle sont fondées les stratégies pour la deuxième Décennie du développement est acceptée, il faudra, pour des raisons manifestes, modifier la pratique selon laquelle les décisions touchant la planification sont principalement prises dans le bureau central du Plan, dont le personnel se compose surtout d'économistes.

20. Tout d'abord, du moment que l'on admet sciemment l'existence de rapports liant les différentes variables socio-économiques entre elles, on postule par là même qu'il appartient à l'ensemble des experts engagés dans le processus de planification d'entreprendre la détermination objective de ces interactions. A cet effet, il ne faudra pas seulement obtenir un certain nombre d'indicateurs du développement, mais aussi dégager les liens fonctionnels particuliers qui existent entre eux.

21. Deuxièmement, pour déterminer en commun un groupe acceptable d'indicateurs qui puissent servir de base à l'élaboration d'objectifs, il faut mener de front l'exécution du plan et l'évaluation de son état d'avancement. C'est là la seule façon de mettre en place un mécanisme utilisable de rétroaction entre les planificateurs s'intéressant aux différents domaines. Comme l'existence d'un organe central est indispensable pour l'établissement et l'exécution efficaces des plans, le bureau central du Plan devra continuer de faire fonction de coordonnateur principal. Mais la nouvelle conception implique que des services techniques de planification doivent être créés dans tous les secteurs et que les spécialistes des problèmes particuliers qui se posent dans les différents secteurs doivent également être familiarisés avec les méthodes de planification.

22. Troisièmement, cette nouvelle optique demande que soit mise au point une méthode qui permette de raccorder les activités du secteur privé au processus général de planification de développement. En effet, les entreprises du secteur privé ne cessent pas seulement d'étendre considérablement leurs activités économiques, mais elles participent aussi au développement social. Dans ce domaine un rôle important revient aux institutions bénévoles.

23. Finalement, cette nouvelle conception exige une coopération étroite non seulement entre les organismes publics comme on l'a demandé ci-dessus, mais aussi entre les services publics, d'une part, et tous les autres organismes engagés dans le processus de développement, d'autre part, c'est-à-dire universités, établissements de recherche, syndicats, organisations patronales, chambres de commerce et d'industrie. En fait, les problèmes liés au développement



sont trop importants et délicats pour qu'on puisse laisser aux seuls "planificateurs" officiels le soin de les résoudre. Tout le monde doit concourir à cette tâche.

#### Conséquences en matière de formation des planificateurs

24. L'examen des objectifs fondamentaux, des moyens mis en oeuvre et des mesures effectuées dépend largement de l'emploi de techniques quantitatives. Ces techniques sont nécessaires pour la mesure et la détermination des rapports qui lient les phénomènes socio-économiques intervenant dans le processus de développement. En fait, seul l'emploi de ces méthodes donne un sens réel à l'expression "détermination des domaines où les buts et objectifs n'auront pas été atteints". Les efforts déployés pour réduire les domaines au sujet desquels on manque d'informations peuvent être considérablement facilités par l'utilisation plus fréquente de méthodes quantitatives. Il nous faudra réduire au strict minimum le nombre des facteurs du développement qui ne sont pas mesurables.

25. Si l'on veut atteindre cet objectif, il faut faire en sorte que les spécialistes engagés dans le processus de développement aient dans leur "bagage intellectuel" quelques techniques d'analyse quantitative. En particulier, leur connaissance des méthodes statistiques ne doit pas se limiter à quelques notions concernant les sources des statistiques et les différentes méthodes utilisées (nombres-indices, calculs de coefficients simples, etc.). Il faut que ces spécialistes soient de plus en plus nombreux à apprendre les méthodes statistiques qui permettent de traiter simultanément un grand nombre de variables, ainsi que les techniques d'échantillonnage, afin qu'ils comprennent mieux les renseignements qui leur sont communiqués et qu'ils sachent mieux exposer leurs besoins aux statisticiens. A cet égard, il faut collaborer étroitement avec les universités pour formuler les programmes de formation réellement utiles.

#### Conséquences en matière d'information statistique

26. Comme on l'a indiqué plus haut, l'exercice d'examen et d'évaluation du développement planifié doit être fondé sur les objectifs poursuivis, les mesures appliquées pour les atteindre et sur les résultats accomplis dans ces domaines. Aussi les indications concernant les intentions et les résultats doivent-elles reposer sur une assise solide d'information statistique. En particulier, l'encadré des intentions doit être fondé sur une appréciation réaliste de la situation existant au début de la période du Plan, sur une sorte d'inventaire. Les objectifs doivent être arrêtés compte tenu des moyens disponibles. A cet effet, il faut au préalable déterminer et mesurer les indicateurs qui se rapportent aux caractéristiques souhaitables de développement. Malheureusement, l'un des signes les plus frappants de l'état de sous-développement de la région africaine consiste toutefois en l'absence d'informations économiques et statistiques de base pour les domaines qui ont fait l'objet de la plupart des efforts de développement déployés dans le passé. Or, nous ne pouvons continuer de "planifier en l'air". Ce problème s'aggrave encore quand on propose de réunir des renseignements concernant des domaines nouveaux qui s'ajoutent ainsi aux domaines pour lesquels on ne dispose dès à présent que de statistiques insuffisantes.

27. A ce propos, nous serons bien avisés de tenir soigneusement compte des observations présentées dans le document intitulé "Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement : un système d'examen et d'évaluation de l'ensemble des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement (E/5040)" : "L'examen des renseignements qui figure dans l'annexe sur les données disponibles amène à la conclusion qu'il existe trois catégories d'insuffisances : la première est l'absence complète de données, lorsque le phénomène considéré n'est simplement pas mesuré; la deuxième est le retard avec lequel les données deviennent disponibles, lorsque le temps écoulé entre le phénomène, sa mesure et le moment où l'on peut disposer des statistiques pertinentes est si grand que leur degré de pertinence et la possibilité de les utiliser à des fins de formulation des politiques se trouvent considérablement réduits; enfin, la troisième est la médiocrité des données - soit parce que les définitions sont ambiguës, que la collecte et l'enregistrement sont inexacts ou que le champ d'investigation est insuffisant, soit parce que, du fait que l'on a recouru trop souvent à des estimations, les statistiques obtenues manquent d'exactitude. Dans tous ces cas, il est nécessaire d'améliorer les services nationaux de statistique tout en maintenant au minimum l'augmentation des coûts réels (en argent ainsi qu'en personnel spécialisé et rare) <sup>1/</sup>". Ces problèmes sont particulièrement pressants en Afrique. D'autant plus qu'il faut en outre renforcer les services nationaux de planification selon les lignes suggérées ci-dessus.

28. Le renforcement de ces services sera doublement utile : d'une part en indiquant aux services de statistique à l'avance les statistiques dont on aura besoin, les bureaux de statistique seront orientés dans leur programme de développement des statistiques; d'autre part, si l'on évalue la qualité des données communiquées par les services de statistique, ceux-ci seront encouragés à améliorer les techniques d'enquête et d'estimation alors que l'accroissement du nombre de planificateurs qui connaissent l'importance de l'information statistique fournira un appui permanent au programme de développement des statistiques établi par les bureaux de statistique.

29. L'affirmation selon laquelle les spécialistes de la planification du développement n'ont pas toujours apporté l'intérêt qu'il méritait au développement des statistiques est étayée ci-après par quelques observations décourageantes qui ont été faites au sujet de la situation telle qu'elle persistait encore dans un passé récent.

30. Dès 1965, la Commission économique pour l'Afrique a organisé une réunion ayant pour objet un échange de vues entre statisticiens en tant que producteurs de statistiques et planificateurs en tant qu'usagers de statistiques, afin de permettre l'élaboration d'un programme de développement des statistiques qui réponde aux besoins des spécialistes de la planification de développement dans la région. Comme les participants à cette réunion se recrutaient surtout parmi les statisticiens, l'opinion authentique des spécialistes de la planification ne s'y est pas fait entendre.

<sup>1/</sup> Ibid. p. 17 par. 52.

31. Une réunion analogue a eu lieu en 1970. Bien que les planificateurs aient été plus nombreux à participer à ce séminaire, la situation en ce qui concerne leur opinion authentique ne s'est guère améliorée. En fait, on relève parmi les conclusions de la réunion le passage suivant : "Le Séminaire avait pour but essentiel l'établissement d'un dialogue entre les planificateurs et les statisticiens sur les besoins de données et les moyens de répondre à ces besoins, mais le succès à cet égard a été limité. En particulier, il n'y a pas eu d'examen authentique des facteurs sociaux et des caractéristiques de comportement qui sont des éléments importants dans la planification 1/". Qui pourrait être à l'origine d'un échange de vues sur les facteurs sociaux et les caractéristiques de comportement sinon les planificateurs ?

32. La dernière observation sur cette situation regrettable a été formulée à la septième session de la Conférence des statisticiens africains tenue à Dakar du 13 au 22 octobre 1971.

"A la suite de ses délibérations préliminaires (sur les questions découlant de la dixième session de la CEA), la Conférence a abouti aux conclusions suivantes :

- a) Au cours des dix dernières années, les données statistiques de base dans les domaines de la démographie, de la comptabilité nationale, des comptes publics et de l'industrie avaient été améliorées et ont contribué à une meilleure appréciation du progrès économique et social, des ressources et des problèmes;
- b) Quoi qu'il en soit, le développement des statistiques continue d'être entravé par le fait que les gouvernements ne saisissent pas de manière très précise la nécessité d'établir des systèmes de statistiques détaillés et intégrés et de créer les organismes statistiques nécessaires. Les fonds et le personnel affectés à ces fonctions sont insuffisants 2/. On peut supposer que cet état de choses est dû aux planificateurs, puisqu'ils constituent le groupe le plus important d'utilisateurs des statistiques dans le secteur public et probablement dans l'ensemble de l'économie.

#### Mesures proposées pour améliorer la situation en matière de statistiques

33. Bien qu'il faille accroître les fonds et l'effectif du personnel disponibles, on pourrait obtenir de meilleurs résultats si l'on utilisait d'une manière plus rationnelle les ressources existantes. Un autre passage extrait

---

1/ CEA, Rapport du Séminaire sur les données nécessaires pour l'élaboration des projections, Addis-Abéba, 9-13 novembre 1970, par.77.

2/ CEA, Rapport de la septième session de la Conférence des statisticiens africains, Dakar, 13-22 octobre 1971, p.8.

du rapport de la Conférence des statisticiens est très révélateur à cet égard. "La Conférence a estimé que si l'on avait déjà fait beaucoup pour la formation de statisticiens africains, la production des statistiques n'avait pas augmenté en proportion du nombre des statisticiens formés. La raison en était, en partie, la déperdition et les difficultés qu'impliquait le financement des enquêtes et autres projets, mais les statisticiens de la région pouvaient travailler bien davantage pour produire de bonnes statistiques plus rapidement et plus efficacement <sup>1/</sup>". L'existence d'un bureau du Plan actif et conscient de l'importance des statistiques sera pour beaucoup dans la réussite des efforts déployés pour obtenir la production et la publication efficaces et régulières d'informations statistiques.

34. Par ailleurs, s'il faut élargir et améliorer la portée des enquêtes qui fournissent des informations statistiques, il existe des sources administratives et autres, dont on ne tire pas encore profit, y compris les instituts de recherche. On pourrait se procurer à ces sources des renseignements très utiles sur les facteurs sociaux (emploi, santé) et sur différents problèmes sociaux (délinquance juvénile et taux d'accroissement de la délinquance générale).

35. En conclusion, on peut souligner de nouveau l'importance de la coopération. En fait, il n'existe aucun autre moyen d'améliorer l'information statistique que celui du dialogue permanent entre les usagers de statistiques et leurs producteurs. A cet égard, la création d'une association des usagers de statistiques dirigée par le bureau du Plan et composée des représentants du bureau de statistique, des universités, des instituts de recherche, des syndicats et des associations patronales, rendra des services inappréciables. Une association de ce genre constituera une enceinte pour l'organisation d'échanges de vues périodiques ainsi que de conférences sur les problèmes du développement en général.

## COMMENT MESURER LES PROGRES ACCOMPLIS

36. Tout plan de développement qui englobe l'ensemble des questions mentionnées ci-dessus, doit préciser les buts et objectifs et indiquer les moyens et mesures grâce auxquels ces objectifs doivent être réalisés dans le cadre de la deuxième Décennie du développement, compte tenu de la situation particulière du pays en question. Mais il ne suffit pas d'établir un plan intégré et fondé sur une documentation abondante. Une autre question se pose encore, celle de la marche à suivre pour examiner et évaluer ce plan. A cet effet, il convient de s'interroger sur les moyens de déterminer ce qui a été réalisé, de comparer les réalisations aux objectifs poursuivis et d'organiser cet exercice d'examen et d'évaluation dans des conditions optimales. En d'autres termes, il se pose des questions touchant les concepts et les définitions et l'organisation des éléments à considérer. Ces points revêtent une très grande importance eu égard à la signification de l'évaluation régionale et mondiale qui doit nécessairement prendre la forme d'opérations de synthèse et de comparaison.

37. A cet égard, deux documents de l'Organisation des Nations Unies présentent un intérêt particulier - la note verbale que le Secrétaire général a adressée dans le courant du mois de juin 1972 aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, les priant de lui communiquer des renseignements sur leur mécanisme d'examen et d'évaluation, leurs buts et objectifs et les mesures prises pour les atteindre, ainsi que l'Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970, qui est consacrée aux problèmes que pose l'évaluation du progrès socio-économique.

### La Note verbale

38. Afin d'obtenir le degré nécessaire de cohérence en matière d'interprétation et de comparabilité, les points suivants ont été soulignés dans la note verbale :

"La Stratégie est un exposé complet des objectifs et politiques économiques et sociaux d'ordre général applicables à des groupes de pays ou à l'ensemble de l'économie mondiale. Individuellement, chaque pays a ses buts et ses priorités propres, ses propres problèmes, son propre cadre institutionnel et son propre jeu d'instruments et de mesures pour exécuter ses politiques. C'est pourquoi chaque pays devra évaluer lui-même ses réalisations et ses progrès en utilisant les critères nationaux qu'il juge appropriés."

39. En raison de la complexité des buts, objectifs, moyens et mesures énoncés dans la Stratégie internationale du développement "chaque gouvernement devra donc juger de la pertinence et de l'importance relatives de chacun des éléments (figurant dans l'index), compte tenu des conditions et des priorités du pays. De même, chaque gouvernement donnera telles ou telles informations et de façon plus ou moins détaillée selon la façon dont il interprète l'intention dans laquelle l'élément original de la stratégie a été établi et la mesure dans laquelle il s'applique au pays considéré."

40. "Pour expliquer ce que signifient les buts et objectifs nationaux et les mesures nationales, il serait souhaitable que les gouvernements donnent, en outre, des informations sur les résultats obtenus. Chaque fois que possible, les informations de ce type devraient être exprimées en termes quantitatifs. Lorsque les gouvernements fournissent des données quantitatives, ils doivent prendre soin d'indiquer avec précision ce qui a été mesuré. Cela vaut notamment pour les éléments de la Stratégie pour lesquels il n'existe pas encore de définition généralement acceptée, comme c'est le cas pour les mots ou expressions "enfants" et "jeunesse", "chômage" et "sous-emploi", "modernisation", et "activités de type moderne", "dépenses de recherche et de développement" etc.." On pourrait ajouter ici "pauvreté des masses" et "transferts des techniques."
41. S'agissant des mesures appliquées, la note verbale précise : "dans chaque cas, il faudrait indiquer, pour expliquer ce que signifient les mesures prises, a) l'objet de la mesure, b) tous résultats qui auraient déjà été atteints, et c) toutes difficultés majeures ou toutes circonstances favorables susceptibles d'avoir influé sur les résultats indépendamment des politiques poursuivies. Si un gouvernement estime que l'application de politiques nouvelles ou différentes par d'autres pays pourrait être utile, il pourrait d) faire des suggestions quant aux modifications qui pourraient être apportées à la Stratégie internationale du développement."
42. Finalement, pour faciliter l'évaluation à l'échelle mondiale, les gouvernements sont priés a) de décrire leur mécanisme d'évaluation, b) d'expliquer leurs procédures d'analyse des progrès, c) de montrer comment les insuffisances sont identifiées et leurs causes déterminées et d) d'indiquer les méthodes utilisées pour que les résultats de l'évaluation se répercutent sur la formulation des politiques et sur l'ajustement des objectifs économiques et sociaux."
43. Les observations formulées dans la note verbale ont été présentées de façon détaillée parce qu'il s'agit de la première opération d'examen et d'évaluation et que la plupart des plans en cours ont été établis à un moment où l'on n'avait pas encore défini la nouvelle notion de développement ni déterminé ses incidences sur la planification. Un plan de développement élaboré selon les lignes suggérées ci-dessus fournira de toute évidence une réponse à la plupart des questions abordées dans la note verbale. On peut donc tirer les grandes conclusions suivantes de l'étude de ce document : a) il est nécessaire de définir clairement les buts et objectifs qu'une nation se propose de poursuivre et les instruments à utiliser pour leur réalisation; b) il appartient au pays même de s'acquitter de ces tâches. Ces remarques soulignent l'importance des exercices nationaux d'examen et d'évaluation, éléments constitutifs des opérations régionales et globales d'examen et d'évaluation.

Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970

44. Comme on l'a déjà indiqué, l'Etude sur l'économie mondiale, 1969-70, rédigée par le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement, est consacrée à la question générale "Comment mesurer les progrès accomplis" bien que l'évolution observée durant les années 60 serve à illustrer l'exposé. L'Etude porte principalement sur la question des éléments du développement dans le cadre de la deuxième Décennie du développement et de leur mesure. Les concepts et définitions, buts et objectifs y sont examinés dans un contexte général ainsi qu'à l'aide d'exemples particuliers.

45. L'Etude est divisée en cinq sections, à savoir production et offre, niveaux de vie, capacité de production, l'état d'équilibre, le contexte extérieur.

Production et offre

46. Cette section porte sur la production de biens et services telle qu'elle fait normalement l'objet de la comptabilité nationale, sur la nécessité de séparer la production de biens matériels de la production de services et sur la division de la production agricole en production de subsistance et en production commercialisée. On y étudie aussi la meilleure façon de mesurer la production de biens et de services. Aussi souhaitable qu'il soit de calculer le produit net au coût des facteurs, les difficultés que l'on éprouve à mesurer objectivement la consommation de capital et de calculer les déflateurs sectoriels, obligent à utiliser dans l'immédiat le produit brut aux prix du marché. Dans cette section on examine aussi les trois méthodes utilisées pour mesurer le revenu national ou la production, à savoir le produit brut au coût des facteurs, les dépenses aux prix du marché et la répartition du revenu.

47. A cet égard, il n'est pas sans intérêt de mentionner que même dans la liste des indicateurs annexée au document intitulé "Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement: Un système d'examen et d'évaluation de l'ensemble des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement" (E/5040), la suggestion d'utiliser le produit national brut à prix constants comme indicateur du taux moyen de croissance annuelle du produit brut ne résout pas pour autant le problème que pose le choix de la mesure à utiliser puisque le produit intérieur brut à prix constants peut être calculé au coût des facteurs ou aux prix du marché. De même, comme en comptabilité nationale la contribution des différents secteurs au produit intérieur brut est généralement mesurée au coût des facteurs, on peut raisonnablement supposer que les objectifs énoncés dans la Stratégie internationale du développement se réfèrent aux estimations au coût des facteurs, même si dans son rapport susmentionné le Comité de la planification du développement estime que "l'objectif suggéré pour le taux de croissance global moyen annuel du produit brut implique un accroissement annuel de 4 p. 100 environ de la demande de produits agricoles dans les pays en voie

de développement <sup>1/</sup>, ce qui nécessiterait des estimations de la dépense. Quoiqu'il en soit, on relève sur cette page et ailleurs dans le même document des références à la production agricole. D'autre part les références aux importations et aux exportations impliquent l'établissement d'estimations aux prix du marché. Ce qui précède, corrobore la suggestion faite dans la note verbale selon laquelle il faut prendre soin d'indiquer avec précision ce qui a été mesuré.

48. Enfin, à la fin de la présente section il convient aussi d'indiquer qu'un traitement très restrictif est fait à la production de subsistance dans ce document. Pour la traiter de manière réaliste, il faut comprendre dans la production de subsistance (production non commercialisée) toutes les activités dont la production n'est pas vendue sur le marché. Cela signifie qu'outre les denrées alimentaires et les boissons, il faut classer sous cette rubrique des activités telles que réparation de clôture, travaux d'irrigation, activités artisanales, etc.. Outre la production il faut évidemment prendre en considération les facteurs de production qui doivent être divisés en deux groupes correspondant à la production de subsistance et à la production commercialisée.

#### Niveaux de vie

49. L'étude ne se limite pas aux éléments constitutifs du niveau de la vie généralement considérés (consommation des ménages, enseignement, santé et habitation) mais on y aborde aussi des questions telles que les sources des revenus et la répartition du revenu, la nutrition, les problèmes d'urbanisation, l'emploi et le chômage, soit autant d'éléments qui n'ont jamais bénéficié d'une attention suffisante dans les plans de développement des pays de la région. Tous ces éléments sont examinés en termes d'entrées et de sorties, comme dans le cas de la santé où on se réfère à l'espérance de vie, à l'élimination de maladies et à la question des services médicaux, ainsi que dans celui de l'enseignement où l'on étudie la productivité du système d'enseignement et des moyens institutionnels. Malheureusement, les problèmes de l'environnement et particulièrement ceux de l'hygiène du milieu, de l'érosion et de la dégradation du sol ainsi que les questions de sécurité sociale et de défense sociale n'y sont pas abordés. Ces facteurs doivent faire l'objet d'une attention tout aussi grande dans le cadre du processus de planification et d'évaluation des progrès accomplis.

#### Capacité de production

50. Sous ce titre on examine les trois éléments suivants: - investissement en capital fixe, mise en valeur des ressources humaines et institutions chargées de stimuler la création de la capacité productive et son emploi.

51. S'agissant de l'investissement, on propose dans l'Etude qu'il faut évaluer les progrès accomplis à l'aide de l'évolution du taux d'investis-

---

<sup>1/</sup> Vers un développement accéléré, ibid. p. 10.



sement ou du taux d'augmentation des investissements dans le temps, et examiner le volume de l'épargne intérieure et l'emploi de l'épargne extérieure. D'autres domaines à étudier sont l'efficacité de l'investissement, exprimée par le coefficient de capital envisagé particulièrement dans ses aspects sectoriels, et la capacité excédentaire. La question des techniques appropriées et de leurs effets sur l'emploi des ressources, se rapporte également au problème de la création de la capacité et de son utilisation. De même, eu égard à l'importance que revêtent la répartition du revenu et de la fortune ainsi que le problème des enclaves étrangères, il serait bon que les pays fournissent des renseignements sur la propriété des entreprises, plus particulièrement en ce qui concerne la propriété des capitaux qui y sont engagés.

52. En ce qui concerne la mise en valeur des ressources humaines, pour mesurer les progrès accomplis en matière de formation de capital humain, il faut évaluer la situation de la main-d'oeuvre des trois façons suivantes: En recensant les différentes compétences techniques à différentes périodes; en déterminant l'effort réellement déployé pour former de la main-d'oeuvre dans des domaines nouveaux, qui se manifeste par le nombre d'inscriptions dans les classes et les écoles professionnelles; et en étudiant la répartition ultérieure de cette main-d'oeuvre qualifiée, en déterminant dans quelle mesure la formation donnée à cette main-d'oeuvre répond à son objet et en examinant notamment le niveau de rémunération correspondant à telle ou telle formation, les qualifications que possèdent les chômeurs et les offres d'emploi non satisfaites. En d'autres termes, pour établir des estimations relatives à la main-d'oeuvre et à sa répartition, il faut tenir compte du système d'enseignement et du marché de l'emploi.

53. Finalement, "s'il est vrai que la capacité de production d'une économie dépend de l'équipement disponible et de l'existence d'une main-d'oeuvre qualifiée, cela ne suffit pas à assurer une utilisation efficace de ces ressources. Il faut également résoudre les divers problèmes relatifs à l'affectation de ces ressources et à l'obtention des ressources complémentaires nécessaires, notamment celles que l'on doit importer de l'étranger; en outre, de nombreux facteurs liés à l'organisation et aux institutions peuvent favoriser, ou au contraire, freiner la productivité".

54. "Pour évaluer l'expansion de sa capacité et l'augmentation de sa productivité, tout pays doit donc examiner de nombreux aspects de sa vie économique, notamment si son système de mobilisation des capitaux intérieurs est efficace, si la législation sur les sociétés est appropriée, comment sont rassemblées les ressources lors de la constitution d'entreprise, dans quelle mesure le régime foncier offre aux agriculteurs la sécurité nécessaire pour les encourager à un effort maximal de production... et quel rôle peuvent jouer ses politiques fiscales et monétaires en ce qui concerne le dosage équilibré et l'intensité d'utilisation des facteurs de production". Il convient donc d'analyser convenablement le rôle que jouent dans le cadre du processus de développement les associations patronales, les syndicats, les compagnies d'assurance, les banques, les sociétés de crédit immobilier, les fonds communs de placement, les entreprises privées et publiques ainsi que le régime foncier.

### L'état d'équilibre

55. Ce chapitre se réfère aux conditions dans lesquelles paraissent "tout un ensemble de tensions et de difficultés qui naissent du caractère et du rythme disparates des changements qui affectent des secteurs interdépendants du système (socio-économique)". Ces tensions et difficultés (telles que inflation chômage ou sous-emploi généralisé), peuvent toucher l'ensemble de l'économie nationale ou certains de ses secteurs et prendre différentes formes telles que sous-emploi de la capacité dans certaines branches d'activité, le manque de facteurs de production particuliers, le chômage ou le sous-emploi structurel, ou bien elles peuvent révéler un état de déséquilibre entre l'économie nationale et le cadre extérieur, comme dans les cas où il y a excédent d'importations sur les exportations, insuffisance des recettes de devises étrangères, etc.. "Par conséquent, lorsque on évalue les progrès, il faut s'efforcer de déceler les manifestations de déséquilibre qui, en interférant avec le fonctionnement harmonieux des divers secteurs étroitement liés de l'économie, compromettraient la poursuite du mouvement ascendant".

56. Si l'on veut mesurer l'inflation, il faut examiner l'évolution des disponibilités monétaires, les mouvements des prix à la consommation et des prix de gros des biens et services obtenus dans le pays ou importés et les coefficients déflateurs implicites du produit intérieur brut. On peut également étudier les mouvements d'autres catégories de prix (loyer, matériaux de construction, produits agricoles, textiles, énergie électrique, etc.).

57. S'agissant du déséquilibre extérieur, il faut s'intéresser non seulement au déséquilibre même, mais aussi à ses causes et aux mesures prises pour le combattre. On a proposé d'utiliser les éléments suivants pour dégager un tableau réaliste de ce déséquilibre extérieur: l'importance de l'excédent ou déficit du compte au titre des transactions courantes par rapport au montant total des recettes d'exportation, en utilisant la balance commerciale dans les cas où les chiffres de la balance des paiements ne sont pas disponibles; l'évolution des liquidités internationales qui indique dans quelle mesure l'excédent ou le déficit du compte au titre des transactions courantes a été compensé par les mouvements des capitaux ou les donations et l'élément contractuel des sorties qui combine la rubrique du compte au titre des transactions courantes et celle du capital. Le coefficient du service de la dette revêt à cet égard une importance particulière.

58. Il vaut mieux considérer que la balance commerciale et la balance des comptes au titre des transactions courantes constituent des indicateurs séparés. "L'évolution du commerce des marchandises et l'impact de la politique commerciale doivent être examinés de près pour toute évaluation des résultats. Les autres rubriques du compte au titre des transactions courantes méritent d'être évaluées séparément: telles sont les dépenses et les recettes dues aux transports maritimes et à l'assurance, les recettes dues au tourisme et aux autres invisibles, l'évolution des paiements et des recettes des facteurs de production; leur importance augmente dans la plupart des pays en voie de développement et comme chaque rubrique soulève ses propres questions de politique, elle doit être examinée séparément."

59. Comme on l'a déjà indiqué le déséquilibre sectoriel peut présenter différents aspects tels que chômage, excédent ou manque de capacité productive sous différentes formes, insuffisance de la production agricole, particulièrement de la production alimentaire, etc.. Il ne suffit pas de révéler l'existence de ce déséquilibre, il faut aussi en étudier les causes. Sauf dans le cas de catastrophes naturelles, cet état de choses résulte invariablement de l'inefficacité de la planification y compris le défaut d'ajustement des processus de production, et de mesures gouvernementales mal conçues.

#### Le contexte extérieur

60. Le contexte extérieur englobe tous les facteurs qui, agissant du dehors, influent sur les efforts de développement déployés par les pays en voie de développement, et qui échappent au contrôle de ces pays. Au nombre de ces facteurs sont les importations réalisées par les pays développés (volume, composition des importations et prix que ces pays paient les produits importés), l'assistance financière et les prêts (volume et conditions auxquelles ils sont consentis), l'assistance technique et les transferts des techniques. Bien que la plupart de ces sujets rentrent dans le domaine de compétence d'organisations internationales spécialisées, l'évaluation des efforts de développement déployés par les pays sera considérablement facilitée, si l'on parvient à exposer clairement la situation de chaque pays en ce qui concerne ces problèmes.

#### Autres éléments utiles

61. Depuis la publication des documents principaux mentionnés ci-dessus, les problèmes de la pauvreté des masses et de l'environnement ont retenu de plus en plus l'intérêt public. La pauvreté des masses a été le thème principal de la huitième session du Comité de la planification du développement alors que la conférence qui s'est tenue à Stockholm en juin 1972 a eu pour objet les problèmes de l'environnement. Bien qu'il soit exact que ces deux sujets participent à tous les problèmes liés au développement que nous avons mentionnés jusqu'ici, leur importance dans le cadre du processus du développement justifie qu'on leur fasse une part spéciale dans tout exercice national d'examen et d'évaluation.

62. A cet égard, la question de la définition et de l'élaboration des mesures nationales touchant ces problèmes, en particulier celui de la pauvreté des masses, est très importante. De même, tout pays sera appelé à préciser lesquels des problèmes du milieu humain il considère très importants et comme justifiant qu'on s'y intéresse d'urgence.

## MECANISME D'EXAMEN ET D'EVALUATION

### Mécanisme national d'examen et d'évaluation

63. "Toutes les évaluations mentionnées par l'Assemblée générale devront se compléter les unes les autres. Les renseignements de base pour les évaluations internationales - régionales, sectorielles (fonctionnelles) et générales - proviendront nécessairement de sources nationales. Les données devraient être rassemblées de manière que les administrations intéressées de pays particuliers ne se trouvent pas inutilement surchargées. Dans le cadre des évaluations internationales, bien entendu, il faudra utiliser pleinement les résultats des travaux effectués par diverses organisations internationales. On peut logiquement penser que les évaluations générales seront facilitées par les efforts consacrés à d'autres évaluations; et en tant qu'élément d'un processus continu, ces autres évaluations bénéficieront des conclusions qui se dégagent de l'évaluation générale. L'un des objectifs importants de toutes les évaluations internationales sera d'aider tant les pays en voie de développement que les pays développés à mieux formuler et à mieux exécuter des politiques au niveau national, afin de favoriser le progrès économique aussi bien que le progrès social dans le monde entier. Ces évaluations devraient également permettre aux organisations internationales de mieux formuler et de mieux exécuter les programmes <sup>1</sup>/. Cette citation met en relief l'importance que revêtent les efforts qu'il faut déployer au niveau national pour réunir des données et d'autres renseignements sur les intentions, les réalisations et les échecs ainsi que sur les mesures de politique générale. Si l'on veut s'acquitter convenablement de cette tâche, il faut absolument mettre en place le mécanisme nécessaire. On propose ci-après quelques aspects que pourrait prendre ce mécanisme.

64. Comme on l'a déjà indiqué, la portée de l'opération d'examen et d'évaluation sera déterminée par la teneur des plans de développement d'un pays particulier. Il faut par ailleurs que tout plan embrasse autant d'éléments que possible de la notion élargie de développement. Comme nous l'avons déjà suggéré, il est indispensable de renforcer le bureau central du Plan et le bureau de statistique, de créer des services de planification au niveau des secteurs et les doter de personnel nécessaire et d'instaurer une coopération étroite avec les syndicats, les associations patronales, les universités et les instituts de recherche. Il s'agit là en fait des éléments du mécanisme d'évaluation.

65. Le bureau central du Plan fera donc fonction de coordonnateur des rapports qui lui seront présentés par les services sectoriels de planification, les organismes para-publics et le bureau de statistique. A partir de ces sources, l'exercice d'examen et d'évaluation permettra de dégager un tableau complet de l'exécution du plan. Si l'on veut obtenir des opinions indépendantes et neutres, on peut charger une université ou un institut de recherche du pays d'entreprendre un examen et une évaluation séparés. On peut aussi demander au secteur privé d'établir par l'intermédiaire de ses représentants (syndicat, association patronale ou chambre de commerce) un rapport distinct sur la politique gouvernementale au cours de l'année considérée.

<sup>1</sup>/ Comité de la planification du développement - Rapport sur la septième session, 22 mars - 1er avril 1971 (E/4990) p. 4, par. 12.

66. Ces trois rapports seront examinés par un comité de fonctionnaires où pourraient siéger les représentants du secteur privé, des universités et des instituts de recherche. Le rapport final qui constituera une modification du rapport établi par le bureau central du Plan sera ensuite présenté à l'instance suprême pour les questions de politique économique du pays, probablement le cabinet. C'est ce rapport définitif qui exprimera la position du gouvernement et c'est lui qui sera communiqué aux organismes internationaux, dont les commissions économiques régionales.

#### Mécanisme d'examen et d'évaluation des efforts de coopération économique

67. L'examen et l'évaluation des activités menées dans le domaine de la coopération économique par les organismes intergouvernementaux seront entrepris par le secrétariat de ces organismes. Cet examen ne portera pas seulement sur les progrès accomplis dans le domaine de compétence de l'organisation particulière et sur les problèmes qui se posent à elle, mais aussi sur la politique suivie par les Etats membres et par divers organismes qui ont facilité ou entravé l'exécution de cette politique.

68. Ce rapport sera présenté à l'instance directement responsable de ces activités, le plus souvent le conseil des ministres des affaires économiques, qui, après l'avoir examiné, en saisira le conseil des chefs d'Etat. Le rapport final sera rédigé compte tenu des observations des chefs d'Etat et ensuite communiqué aux organismes internationaux dont les commissions économiques régionales et aux autres organismes s'intéressant au groupement de coopération économique en question.

#### Mécanisme d'examen et d'évaluation au niveau régional

69. Conformément à la Stratégie internationale du développement, c'est aux commissions économiques régionales et au Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth qu'incombera la responsabilité principale pour les évaluations régionales qui serviront à compléter et à stimuler les travaux d'évaluation effectués aux échelons national et mondial sectoriel. Il est prévu en particulier que ces évaluations auront trois aspects : elles rempliront tout d'abord une fonction précise en constituant la première étape du processus de généralisation au cours duquel les progrès réalisés dans la région sur les plans national et sectoriel seront analysés et évalués; elles porteront en particulier sur des problèmes de coopération économique dans les domaines de l'expansion du commerce, sur des problèmes touchant les transports et les communications, les accords de paiements et les accords de compensation, les institutions financières régionales, les projets régionaux de formation et de recherche, etc.; on s'y appesantira aussi sur les problèmes des pays en voie de développement les moins avancés et ceux des pays sans littoral. Dans l'accomplissement de ces tâches les commissions économiques régionales et le Bureau de Beyrouth doivent bénéficier du concours des pays, des institutions spécialisées, des organismes régionaux et sous-régionaux tels que la Banque africaine de développement, l'Organisation de l'unité africaine et les groupements économiques de la région. Pour exprimer son appui, la Commission a prié le Secrétaire exécutif de mettre en place un mécanisme d'évaluation et d'examen avec le concours des organismes régionaux et des différents organismes des Nations Unies. On propose ici d'utiliser à cet effet le mécanisme existant de la Commission.

70. C'est la Division de la recherche et de la planification économiques qui est chargée de l'opération d'examen et d'évaluation au niveau régional. Pour ce qui concerne l'examen et l'évaluation sur le plan mondial sectoriel, des organisations telles que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), etc. ont dès à présent indiqué leurs lignes d'action et promis de communiquer au secrétariat de la CEA les résultats de leur exercice d'examen et d'évaluation. Il faut que ce réseau de communications fonctionne efficacement. S'agissant des problèmes de coopération économique, les liens que nous avons noués avec les différents organismes économiques intergouvernementaux par l'entremise du Centre de coopération économique et des bureaux sous-régionaux, nous mettent dans une position très favorable pour les contacts avec ces organismes. Dès que ces organismes auront établi leurs rapports conformément aux suggestions présentées ci-dessus, il ne sera pas difficile pour nous de nous en procurer des exemplaires. Toutefois, il pourrait être nécessaire de temps en temps d'effectuer des visites au secrétariat de ces organismes.

71. Si l'on veut que la Commission s'acquitte de la tâche qui lui a été confiée, il faut lui communiquer les rapports sur l'exercice d'examen et d'évaluation au niveau national. Comme on l'a déjà indiqué, il appartient au gouvernement intéressé d'entreprendre l'examen et l'évaluation sur le plan national, puisque c'est le gouvernement qui détermine les objectifs et les politiques et qui les poursuit. Il faudrait donc toujours communiquer le rapport sur l'opération nationale d'examen et d'évaluation au secrétariat. Par ailleurs, les services du Plan devraient apporter au secrétariat leur concours en lui communiquant les plans de développement, les rapports sur l'opération d'examen et d'évaluation, les documents relatifs aux recherches particulières sur les problèmes liés au développement, les discours budgétaires annuels et d'autres documents pertinents. De temps en temps, les fonctionnaires du secrétariat entreprendront des visites dans les pays non seulement pour réunir une documentation, mais aussi pour avoir des échanges de vues avec les fonctionnaires du bureau national du Plan et avec d'autres fonctionnaires dont les opinions relatives aux problèmes liés au développement qui se posent dans un pays particulier sont d'un grand intérêt.

72. Les visites dans les pays peuvent aussi être nécessaires dans un autre cas quand les pays ne possèdent pas de mécanisme d'examen et d'évaluation et qu'ils ne peuvent donc pas entreprendre d'exercice d'évaluation. Conformément aux dispositions de la stratégie, "... il est manifeste que le succès du processus d'examen et d'évaluation et, en conséquence, de la Décennie elle-même, dépendra dans une mesure non négligeable de la nature et de l'importance de l'aide qui pourrait être fournie aux pays en voie de développement qui en auront besoin pour améliorer la capacité de planification et de programmation, laquelle devra comprendre un mécanisme permettant d'évaluer l'exécution des plans et des programmes de développement" <sup>1/</sup>. Sous réserve que les ressources nécessaires soient disponibles, on devra entreprendre des visites dans les pays pour répondre à des demandes d'assistance dans ce domaine.

<sup>1/</sup> Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement : Un système d'examen et d'évaluation de l'ensemble des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement, para. 13.

L'opération d'examen et d'évaluation et les autres organes de la Commission

73. Eu égard à l'importance de l'exercice d'examen et d'évaluation pour les pays de la région et au fait que le rapport sur l'évaluation régionale doit être présenté à la Conférence des ministres de la Commission et au Conseil économique et social, il faudra saisir de ce rapport tout d'abord la Conférence des planificateurs africains. Ainsi, à chaque session bisannuelle de la Conférence des planificateurs africains, on présentera pour examen et observation le projet de rapport sur l'opération d'examen et d'évaluation. Les délibérations de la Conférence porteront sur les questions des concepts et définitions, les normes régionales, la qualité et l'existence des données et sur les conclusions et les recommandations formulées par le secrétariat.

74. Comme, conformément aux dispositions en vigueur, le rapport de la Conférence des planificateurs africains, y compris les recommandations qui y sont consignées, doit être présenté par l'intermédiaire du Comité technique d'experts au Comité exécutif qui le communiquera ensuite à la Conférence des ministres, il faudra suivre cette filière pour le rapport sur l'évaluation régionale. Lorsque la Conférence des ministres aura exprimé ses opinions sur le rapport, sa version définitive sera présentée au Conseil économique et social.

OBSERVATIONS

75. Dans le présent document on s'est efforcé de réunir toutes les informations pertinentes concernant l'exercice d'examen et d'évaluation et de présenter des suggestions à cet égard, mais il convient de souligner que pour celui qui veut mieux connaître l'opération d'examen et d'évaluation, il est indispensable de lire tous les documents de l'Organisation des Nations Unies ainsi que d'autres études consacrés à la deuxième Décennie du développement et d'une manière générale, à la nouvelle notion de développement. Les documents les plus utiles à cet égard ont été mentionnés dans la présente note et on les énumère ci-après pour plus de commodité. On peut également se procurer de renseignements supplémentaires auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

#### REFERENCES

1. Résolution 2626(XXV) de l'Assemblée générale - Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.
2. Résolution 218(X) de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique - Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70.
3. Commission du développement social - Politique et planification sociale dans le développement national, Rapport de la réunion d'experts en matière de politique et de planification sociale tenue à Stockholm du 1er au 10 septembre 1969 (E/CN.5/445).
4. Vers un développement accéléré - Propositions pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement - Rapport du Comité de la planification du développement, Nations Unies, New York, 1970.
5. Comité de la planification du développement - Rapport sur la septième session, 22 mars - 1er avril 1971 (E/4990).
6. Comité de la planification du développement - Rapport sur la huitième session, 10 - 20 avril 1972 (E/5126).
7. Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970 - Les pays en voie de développement dans les années 60 : Comment mesurer les progrès accomplis, Nations Unies, New York, 1971.
8. Revue internationale du développement social, No. 2, Nations Unies, New York, 1971.
9. Studies in the Measurement of Levels of Living and Welfare par Jan Drewnowski, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Rapport No. 70.3.
10. Studies in the Methodology of Social Planning, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Rapport No. 70.5, Genève 1970.
11. Contents and Measurement of Socio-Economic Development - Etudes statistiques du développement social - Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Rapport No. 70.10, Genève 1970.